

Consultation n°8420 – Accord-cadre à bons de commande relatif à la création d'une BOAT (Base Opérationnelle Avancée Temporaire).

AAPC – Pièce-jointe n°2 – Informations complémentaires à la publicité

ARTICLE 1^{er} : Présentation de la procédure

Cette consultation est un appel d'offre ouvert.

Le dossier de consultation des entreprises est transmis aux candidats afin que ceux-ci puissent remettre une offre. Celle-ci devra être déposée sur la PLACE avant la date indiquée dans la lettre de consultation.

ARTICLE 2 : Dématérialisation de la procédure

Pour cette procédure, le mode de transmission électronique est imposé pour l'ensemble des phases composant la consultation (retrait du dossier de consultation, remise des candidatures et offres, négociation, tous échanges de courrier, etc.).

Les documents écrits composant le dossier de consultation, ainsi que l'ensemble des documents émis dans le cadre de la présente procédure, sont uniquement disponibles sur la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) accessible depuis <http://www.marches-publics.gouv.fr> ou via le portail www.achats.defense.gouv.fr. Aucun document ne sera communiqué sous format papier.

Les candidatures et les offres devront être déposées sur PLACE.

Pour la transmission électronique de leur dossier, les opérateurs économiques devront se conformer aux modalités décrites dans le règlement de la consultation.

Les dossiers qui parviendraient sur PLACE après les dates et heures limites respectives fixées ci-avant ne seront pas retenus.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront foi pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr. Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles. En cas de difficultés sur la Plateforme des AChats de l'Etat (PLACE), Un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant Assistance ou via la languette Assistance. Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

ARTICLE 3 : Informations relatives à la négociation

Au regard de la procédure, la négociation est interdite.

ARTICLE 4 : Montant maximum de l'accord-cadre

Le montant maximum est de 480 000 € HT (sur la durée totale de l'accord-cadre).

Une fois le montant maximum atteint, l'accord-cadre n'est plus valide et la notification des bons de commande cessera.

ARTICLE 5 : Durée de l'accord-cadre

La durée initiale est de six (6) mois, non reconductible.

ARTICLE 6 : Forme juridique

Conformément aux articles R. 2142-19 à R.2142-27 du Décret 2018-1075 du 03.12.2018, les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat souhaite se présenter sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la totalité du marché.

Nota 1 : La fiche d'autocontrôle en pièce jointe n°3 devra être complétée et retournée. Le candidat doit respecter la hiérarchisation des dossiers.